

Une provocation : travailler plus... pour les patrons

Manipulations de l'Unedic

dimanche 22 juillet 2007, par [LEMAITRE Yvan, Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juillet 2007).

Outre sa dimension fiscale, la loi dite « du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat » (Tepa) est la mise en œuvre, sans attendre, des promesses de Sarkozy pour accentuer l'exploitation des travailleurs.

Cette loi est un concentré du cynisme du personnage, de son arrogance à l'égard des travailleurs, que sa ministre Christine Lagarde a repris à son compte avec un zèle empressé, ce qui n'est pas étonnant de la part de cette ancienne avocate d'affaires habituée à côtoyer ses amis les financiers...

C'est avec un discours rétrograde, digne du XIX^e siècle que la ministre a justifié une politique de classe. « Décomplexée », elle a chanté à ceux qu'elle comble de l'argent de l'État la rengaine qu'ils aiment entendre, étalant cette morgue contre les salariés dont les riches ont besoin pour se rassurer.

Faisant référence implicitement aux 35 heures, condamnées au nom du « travailler plus », elle a dénoncé ceux qui ne voudraient que des « jeux et du pain » ou que « chaque jour soit dimanche » ! Pour asséner, péremptoire : « Cessons d'opposer les riches et les pauvres. Il n'y a pas deux camps. » Sans doute veut-elle convaincre les pauvres de se réjouir du bonheur des riches, mais les faits sont sans appel.

Les revenus des 3 500 personnages les plus riches du pays ont augmenté, entre 1998 et 2005, de 42,6 %, alors que ceux des 90 % les moins riches augmentaient de 4,6 % ! Véritable explosion des hauts revenus. En dix ans, selon le magazine *Challenges*, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes a triplé et a progressé trois fois plus vite que la richesse nationale du fait de la flambée du cours des actions en bourse, des opérations d'OPA et autres rachats d'entreprise et de la spéculation immobilière. Le nombre d'assujettis à l'impôt sur la fortune est passé de 299 700 en 2003 à 456 900 en 2006.

D'un côté, toujours plus de richesses alors que, de l'autre, la pauvreté s'accroît. 7 millions de pauvres, soit 11,7 % de la population sont condamnés à survivre avec moins de 788 euros par mois. Les salaires de la grande majorité des travailleurs stagnent. Cette dégradation des conditions d'existence des classes populaires, Sarkozy est obligé de la reconnaître. Dans sa lettre de mission adressée à Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives, il écrit : « Parmi les adultes en situation de pauvreté, on compte autant de personnes exclues de l'emploi que de femmes et d'hommes qui vivent dans la pauvreté en travaillant. » Il est évident qu'en finir avec ce scandale, dans un pays comme la France, ne devrait présenter aucune difficulté. Il suffirait de prendre l'argent où il est pour garantir un emploi à chacun, imposer qu'il n'y ait pas de revenu en dessous de 1 500 euros. Ces mesures simples ne viennent pas à l'esprit de la droite, et Sarkozy se donne cinq ans pour faire reculer la pauvreté... d'un tiers !

Dans le cadre de la loi dite Tepas, il consacre 25 millions d'euros pour mettre en place le dispositif du revenu de solidarité active et faire en sorte que « *le retour à l'emploi soit toujours plus rémunérateur que le maintien dans l'assistance* » ! Supprimer l'assistance, c'est simple, c'est garantir un emploi et un revenu décent.

De cela, il n'est pas question. Sarkozy a refusé tout coup de pouce au Smic et il met en place son dispositif visant à encourager les heures supplémentaires. L'article premier de la loi Tepas prévoit l'exonération d'impôt des heures supplémentaires et l'allègement des cotisations sociales, salariales et patronales, prises en charge par l'État pour un coût évalué à 6 milliards d'euros par an.

Cette mesure ne profite qu'aux patrons qui pourront plus facilement faire pression pour faire accepter les heures supplémentaires en fonction de leurs besoins, sans embaucher.

En tout, plus de 13 milliards d'euros distribués aux riches, 25 millions pour les pauvres. « Fantastique », s'exclame Laurence Parisot ! Et Christine Lagarde voudrait nous convaincre qu'il n'y a pas deux camps...

Yvan Lemaître

Unedic

Rouge

L'Unedic prévoit 200 000 chômeurs de moins et un excédent de 3 milliards d'euros en 2007, permettant à Sarkozy de se fixer le plein-emploi comme objectif. Mais pas d'illusion, ces résultats ne s'expliquent pas par des créations massives d'emplois ! Au contraire, les licenciements pleuvent dans le privé et la situation de l'Unedic s'améliore... C'est donc qu'il y a autre chose !

D'abord, les manipulations concernant les chiffres : depuis la mise en place du « suivi mensuel », les chômeurs sont convoqués à répétition, ce qui entraîne automatiquement une augmentation des absences, et donc des radiations. Le renforcement des contrôles permet aussi des réductions des indemnités, de 20 % en général. Ces chiffres sont encore le résultat direct du durcissement des conditions d'indemnisation, à savoir la baisse du taux de chômeurs indemnisés : entre fin 2003 et fin 2006, ce taux a chuté en passant de 54 % à seulement 47,5 %. En parallèle, on voit l'augmentation du nombre de Rmistes.

Ce durcissement a également pour conséquence l'augmentation du nombre de travailleurs précaires, lié à l'explosion des offres en intérim (60 % des offres totales créées au premier trimestre). Au final, se met donc en place, petit à petit, le programme du Medef : des chômeurs de moins en moins indemnisés obligés de retrouver un emploi dans les métiers en pénurie (voir la proposition de Sarkozy pour empêcher les chômeurs de refuser plus de deux offres d'emploi). Tout cela appliqué par un service public de l'emploi de plus en plus soumis aux intérêts du Medef avec la fusion Anpe-Unedic programmée pour fin 2007.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2215 du 19 juillet 2007.